

semblée, sur la tendance d'un projet de loi de judicature en ce sens, aurait l'effet de le faire échouer. La chose est on ne peut plus certaine.

Mais même en le supposant possible, poursuivons l'application de l'idée du savant juge. Il réduit l'effectif des juges de 27 à 16, laissant 11 juges en dehors de ses cadres. Huit de ces 16 juges résideraient à Montréal, 6 à Québec, un aux Trois-Rivières et un autre à Sherbrooke. Ces seize juges tiendraient les termes dans les chefs-lieux des districts. Comme de raison, la réduction de ces 27 juges à 16 se ferait graduellement et au fur et mesure des vacances, et ce ne serait que quand le nombre serait tombé à ce chiffre normal de 16, qu'il serait permanent et fixe pour toujours.

Il nommerait pour le tribunal inférieur des juges qu'il appelle des juges de district, un par district, lesquels résideraient aux chefs-lieux, faisant 20 juges, exactement comme je propose, seulement que je les appelle juges de comté et qu'il les appelle juges de district. Ainsi sous ce rapport nos plans sont les mêmes.

Il continue la juridiction de la Cour de révision dans les causes de \$200 à \$500, et ce n'est qu'au dessus de ce montant que l'appel serait permis. Cette limitation de l'appel aux causes de \$500 est aussi dans mon plan, de sorte que sous le rapport de l'appel la différence entre nous est encore, qu'il conserve la Cour de révision, c'est-à-dire un second degré et que je le supprime.

Apprécions le résultat de cette dernière différence. Suivant sa proposition, qui comporte la conservation du juge unique, pour avoir le bénéfice d'un jugement par plus d'un juge, il faudra nécessairement un recours en révision dans les causes de \$200 à \$500 et un appel au-dessus, et dans le mien les parties auront à un seul degré et pour un seul procès le bénéfice du jugement par trois juges dans toutes les causes.

Eu égard aux districts de Québec et Montréal il propose